



SANTÉ, PENIBILITÉ, DEROULEMENT DE CARRIERE, ... : APRES AVOIR TAPÉ SUR LES ACCQUIS SOCIAUX, LA MUNICIPALITÉ FAIT LES POCHEs AUX AGENTS !

La municipalité poursuit sa politique RH dégradée et ce sont les agents qui payent !

- **REPORT ANNONCÉ DE LA PÉNIBILITÉ POUR 2026** : le maire a voulu imposer 8 jours maximum, **en fonction du poste occupé** et rejeté toutes les propositions de l'intersyndicale. Face à ce simulacre de négociations, les syndicats ont quitté la table. Et alors que les agents attendent depuis 3 ans la reconnaissance de la pénibilité, la Direction générale annonce **qu'il n'y aura probablement pas de délibération 2025, en renvoyant aux syndicats la responsabilité de vérifier que personne n'aurait été oublié** ! Beau prétexte qui permet à la municipalité de faire des économies supplémentaires sur le dos des agents !
- **AGENTS MALADES DOUBLEMENT PUNIS** : la municipalité a voté un vœu contre la baisse de salaire de 10% en cas de maladie, mais applique la réduction de salaire à Bagnole ; elle généralise le traitement des Accidents de travail en maladie ordinaire, sans aucune information aux agents concernés et au mépris de leurs droits ; les consolidations rétroactives d'agents en AT, qui sont repositionnés après coup en maladie ordinaire et se retrouvent endettés, se multiplient ; et on demande aux agents d'avancer les frais médicaux pour des visites obligatoires qui doivent être prises en charge par l'employeur... **Le Pôle Santé est transformé en machine à économiser sur le dos des malades !**
- **CARRIÈRE** : aucun avancement en 2024 ; liste des promouvables 2025 qui en réalité celle de 2024 ; Catégorie A escamotée depuis 2 ans... Résultat : des mois d'augmentation de salaire en moins, des avancements retardés... **Après le gel du point d'indice, la mairie rajoute sa propre technique pour faire des économies : le blocage des carrières !**
- **TURN-OVER TOUT SAUF NATUREL** : Des départs qui se multiplient, des arrivées ou des changements de postes « sur mesure » aussi, le tout sur fond de vacances de postes invisibles... **La gestion opaque et clientéliste des postes a fait son grand retour !**

Quand les OS interpellent sur toutes ces questions, personne ne sait rien, ni d'où viennent « ces dysfonctionnements » pourtant bien organisés ; les agents interpellent, demandent des explications, des rectifications, écrivent, relancent par mail, attendent pendant des mois l'application de leurs droits...En vain, personne ne leur répond !

Les difficultés financières de la collectivité ne sauraient servir d'alibi permanent à une politique de régression sociale qui frappe de plein fouet les agents municipaux. D'autres villes, elles aussi en difficulté, font pourtant le choix de soutenir leurs agents. Certaines prennent des délibérations pour bloquer les mesures injustes décidées par le gouvernement. A Bagnole, la casse sociale passe comme une lettre à la poste. La municipalité suit le gouvernement quand il s'agit de taper sur les agents, et reste muette quand il faut les défendre ! En supprimant les acquis sociaux, en réduisant les marges de reconnaissance et en fragilisant les services, c'est la colonne vertébrale du service public que la municipalité ébranle ! Elle doit choisir : être du côté des agents qui portent le service public au quotidien ou être le gestionnaire docile d'une politique d'austérité portée par un gouvernement qui sacrifie, comme un bourreau, la Fonction publique et les services publics. La municipalité doit agir et prouver la solidarité qu'elle affiche envers le Personnel.

Nous exigeons : L'abandon de la baisse de 10% en cas de maladie ; la reconnaissance de la pénibilité dès 2025 ; un traitement des carrières juste et transparent ; l'application de la loi en matière d'accident de travail et le respect des droits des agents malades